

LES RETRAITÉS MIS À MAL réponses de LFI (par IA)

Face aux projets budgétaires visant à mettre les retraités à contribution, **La France Insoumise (LFI) s'oppose fermement à toute baisse de pouvoir d'achat pour les seniors** et propose de faire financer le système par la taxation des super-profits et des ultra-riches. [[1](#), [2](#), [3](#), [4](#)]

Voici les principales réponses et contre-propositions de LFI concernant la situation des retraités :

1. Refus catégorique du gel et de la désindexation des pensions

Le gouvernement envisage des économies sur les retraites pour le budget (notamment via un gel partiel ou une sous-indexation). Les députés LFI s'y opposent au motif que : [[1](#), [2](#)]

- **Un retraité avec 1 500 € ou 2 000 € par mois n'est pas "aisé"** et subit de plein fouet l'inflation (santé, énergie, alimentation).
- **Les retraités soutiennent l'économie réelle** : amputer leur pouvoir d'achat pénalise la consommation populaire ainsi que la solidarité familiale, car beaucoup aident financièrement leurs enfants et petits-enfants. [[1](#), [2](#), [3](#)]

2. Le retour de la retraite à 60 ans

Dans le cadre de son programme politique, [La France Insoumise](#) réaffirme son projet social majeur pour la fin de la réforme Macron : [[1](#)]

- **Rétablir l'âge légal de départ à 60 ans** (avec 40 annuités de cotisation).
- **Garantir qu'aucune retraite ne soit inférieure au SMIC**

pour une carrière complète.

- **Revaloriser le minimum vieillesse** (Allocation de solidarité aux personnes âgées) au niveau du seuil de pauvreté. [[1](#), [2](#), [3](#)]

3. Le financement par la "justice fiscale"

Pour équilibrer les comptes sans pénaliser les retraités, LFI préconise un changement radical de modèle de financement : [[1](#)]

- **Mettre à contribution les 500 plus grandes fortunes** et taxer les super-profits.
- **Soumettre à cotisations sociales** les revenus qui en sont aujourd'hui exemptés, tels que les dividendes, l'intéressement, la participation et l'épargne salariale.
- **Supprimer les exonérations massives de cotisations patronales** accordées sans conditions aux grandes entreprises. [[1](#), [2](#)]

4. Défense des autres droits sociaux des seniors

- **Logement social** : LFI s'oppose vigoureusement aux propositions de la droite visant à faire quitter les HLM aux retraités. Le mouvement rappelle qu'un million de personnes de plus de 65 ans vivent en logement social et qu'il est humainement impensable de les précariser. [[1](#)]
- **Soutien en Ehpad** : Lors des précédents débats budgétaires, LFI a défendu l'octroi d'un crédit d'impôt pour l'ensemble des retraités résidant en Ehpad afin d'alléger leurs restes à charge. [[1](#)]